



Mission régionale d'autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative au projet d'AVAP
de Dijon Métropole (Côte d'Or)**

n°BFC-2018-1809

Décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement :

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24 relatifs à l'évaluation environnementale de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 15 décembre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement (examens au « cas par cas ») et la décision complémentaire prise par la MRAe de BFC lors de sa réunion du 16 janvier 2018 suite à la modification de sa composition ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°BFC-2018-1809 reçue le 13/09/2018, portée par Dijon Métropole, portant sur l'élaboration de son aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 23/10/2018 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires (DDT) de Côte d'Or du 05/10/2018 ;

1. Caractéristiques du document :

Considérant que le document consiste en l'élaboration de l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) de Dijon Métropole, dont le périmètre concerne les communes de Dijon, Chenôve et Marsannay-la-Côte ;

Considérant que l'élaboration de l'AVAP relève de la rubrique n°8 du II de l'article R.122-17 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale les AVAP prévues à l'article L. 642-1 du code du patrimoine (ancienne rédaction) ;

Considérant que le projet de périmètre de l'AVAP porte sur 240 km² (soit 2,14 % du territoire de Dijon Métropole) et comprend : la couronne de faubourgs autour du centre-ville de Dijon, les centre-bourgs de Chenôve et Marsannay-la-Côte ainsi que leurs abords agricoles (vignobles, maraîchages, vergers...) ;

Considérant que l'élaboration de l'AVAP s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de protection du patrimoine et du paysage du bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis juillet 2015 « les Climats du vignoble de Bourgogne », qui concerne directement 40 communes entre Dijon (21) et les Maranges (71) sur plus de 13 000 ha ; cette AVAP étant une de celles engagées dans une démarche commune sur le secteur de la Côte Dijonnaise en vue de compléter et fédérer les dispositifs de protection existants sur la zone centrale du bien ;

Considérant que le projet d'AVAP vise à définir des prescriptions relatives à la qualité architecturale des constructions nouvelles ou des aménagements de constructions existantes, à la conservation ou la mise en

valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains, à l'intégration architecturale et l'insertion paysagère des constructions, ouvrages, installations ou travaux visant à l'exploitation des énergies renouvelables et aux économies d'énergie ;

Considérant que l'approche environnementale de l'AVAP a pour objet principal d'identifier les éléments permettant d'initier une démarche de développement durable, notamment en recherchant la bonne adéquation entre les possibilités d'économies d'énergie et d'exploitation des énergies renouvelables dans le patrimoine bâti et la nécessaire préservation de ses caractéristiques architecturales ou historiques ;

Considérant que le projet d'AVAP est mené parallèlement à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Dijon Métropole et à la révision du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Dijonnais, lesquelles font l'objet d'une évaluation environnementale au titre du code de l'urbanisme ;

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant que le projet d'AVAP contribuera à la préservation de la qualité de l'architecture, des paysages naturels et culturels, ainsi que du cadre de vie au sein du périmètre de l'AVAP sur les communes de Dijon, Chenôve et Marsannay-la-Côte, en y associant une démarche de développement durable ;

Considérant que l'AVAP constituera un outil pertinent afin d'assurer la pérennité et la gestion maîtrisée des dimensions architecturales, urbaines, paysagères et viticoles des communes concernées ;

Considérant que le projet d'AVAP n'apparaît pas susceptible d'impacter négativement des milieux naturels remarquables, des continuités écologiques ni des habitats ou espèces d'intérêt communautaire qui pourraient concerner la commune ;

Considérant que le projet d'AVAP n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

L'élaboration de l'AVAP de Dijon Métropole, qui concerne les communes de Dijon, Chenôve et Marsannay-la-Côte, n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

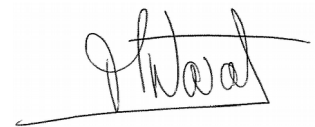
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 8 novembre 2018

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté, et par délégation, la présidente



Monique NOVAT

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Madame la Présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
Conseil général de l'environnement et du développement durable
57 rue de Mulhouse
21033 DIJON Cedex

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON